

Cheminots de l'équipement, ne laissons pas cette tourmente libérale envahir nos métiers à statut

Tous en grève le 08 novembre 2006 !

Pour nous cheminots de l'équipement, la réalité de tous les jours dans notre travail nous démontre une dégradation constante :

1 Comment va la situation de l'emploi ?

Alors que nous avons une population vieillissante dans notre fonction équipement, à ce jour, il manque 861 embauches par rapport à la notification 2006 dans les régions et les établissements. Par ailleurs, ce nombre d'embauches reste inférieur au nombre de départs. Ceci a des conséquences directes sur les organisations de chantiers, en lien avec les conditions de vie et de travail. Dans cette situation là, comment assumer les charges de travaux supplémentaires liées au plan d'action issu de l'audit INRA ?

1 Que nous apporte les restructurations ?

Les trop nombreuses restructurations soit disantes « innovantes » mais surtout imposées, se traduisent par une explosion de nos parcours de maintenance. Ce sont des trajets qui sont à la hausse, domicile travail mais aussi sur nos chantiers. Notre santé est malmenée avec des travaux de nuit en forte progression. Nous notons une augmentation de 23% des accidents du travail de nuit en un an. Les accidents de trajets sont eux aussi en forte hausse.

1 Les projets apportent-ils un plus pour notre quotidien et le service public ?

§ Les optimisations de maintenance

Elles sont incohérentes avec les besoins et la réalité du terrain. Cela porte des conséquences directes sur nos installations et la régularité des circulations. En un an, c'est + 400 incidents et + 70 000 minutes perdues pour défauts de maintenance. C'est aussi au 15 juin 2006, un nombre important de ralentissements, 2162 kilomètres pour l'ensemble de nos lignes. Ce sont aussi des cheminots qui sont de plus en plus mis à mal dans l'exercice quotidien de leurs métiers. La chasse au lampiste est ouverte ! Ce n'est pas avec les réorganisations des parcours SES que cela va s'améliorer. Ces résultats sont à mettre en parallèle avec les évolutions des effectifs et des moyens qui manquent.

§ Les dispositifs d'annonces automatiques, dont AUTOPROWA

Force est de constater que les « promoteurs » de ce genre de dispositifs n'ont pas en première vue l'amélioration de la sécurité pour les cheminots et les salariés. Ils sont omnibusés par les gains de productivité et l'économie à court et moyen terme de 3000 cheminots de l'équipement.

§ Les lorrys 4 axes rails route caténaire

Si au tout début, cela avait pour principal objectif d'améliorer nos conditions de travail, cela s'est vite transformé en une tragédie orchestrée.

Nous nous trouvons avec des engins avec des défauts qui remettent en cause la sécurité.

Une direction de l'infrastructure qui revoit à la baisse nos engins de maintenance (moins 40), les effectifs, l'astreinte et nos formations.

§ Les projets qui touchent le patrimoine et l'immobilier

Avec la perte de l'appel d'offres par la SNCF de la convention de gestion patrimoine, ce sont nos métiers dans les AIR avec une suppression de 90 emplois, dans les ABE tels que les surveillants de travaux, les ouvriers d'état et les agents du service électrique pour la partie énergie qui seront touchés.

§ Les plateformes RECOLOG

Comment améliorer l'acheminement de nos matériaux sur nos chantiers par le fer, en nous supprimant des moyens comme une cinquantaine d'engins de traction et 2000 wagons de l'infrastructure en un an ?

Tout est offert à la concurrence ainsi qu'à la route.

§ La nouvelle réglementation travaux

Avant même que l'expérimentation ne commence sur la région de Rennes, les agents sur le terrain ont fait remonter les forts manquements au niveau sécurité.

- Formation des agents sur des textes non validés ;
- Modifications de nos procédures de sécurité ;
- Modules de formations pas adaptés aux agents par rapport à leurs métiers...

Cette expérimentation va avoir des impacts sur nos textes et procédures, sans concertation avec les principaux intéressés que sont les cheminots et leurs représentants.

C'est dangereux pour notre sécurité !

Il serait grand temps que les vrais acteurs de la sécurité soient enfin entendus !

Toute cette liste de projets cassants n'est malheureusement pas exhaustive et ne vise qu'à nous amener toujours + de sous traitance.

Tous ces projets imposés dans la précipitation favorise la productivité et fragilise notre sécurité.

1 Et la libre concurrence ?

La politique qui est menée ouvre les portes à cette concurrence sur nos chantiers. Un ELOG national a été mis en place, des ELOG régionaux sont renforcés, des EVEN entiers, des UO mais aussi des parcours disparaissent. Tout ceci avec moins d'effectifs, moins d'engins pour notre maintenance. Lors de la réunion cet été, les responsables maintenance des régions ne se sont pas cachés : « Il faudra avoir appel à + de sous traitance pour faire face à la montée des investissements ». Nos savoir-faire sont bradés concernant la mécanisation, où il n'y a pas la volonté de développer nos compétences et expériences au travers nos EIV.

C'est dans ce contexte que s'installent les entreprises privées et leurs « dumping social ».

La formation, la sécurité et la réglementation du travail ne sont pas le « cheval de bataille » de ces entreprises. Des accidents graves dans cette dernière période sont malheureusement là pour en témoigner. En clair, c'est le service public et notre statut qui sont dans le collimateur.

Cheminots de l'équipement, ne les laissons plus faire ! Tous en grève le 08 novembre 2006 !
Pour le maintien de nos savoir-faire et notre formation !
Pour la réalisation effective des embauches annoncées et le maintien de nos effectifs !
Pour la défense de notre statut !
Pour notre sécurité !
Pour le maintien et le développement du service public !
Cheminots de l'équipement, exécution, maîtrise et cadre, il est de notre devoir de montrer notre mécontentement, pour peser sur la présentation du budget 2007 de l'entreprise.

Paris, le 23 octobre 2006